# Actualité fiscale - Nos sélections au 27 mars 2014

## **Articles**

1.	Assises de la fiscalité : Et si on écoutait les entreprises !, par Guillaume Benoît, Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, pp. 9-13.
2.	Incidence sur la participation des salariés du CIR et vice versa, par Martine Ebrard-Grellety et Pauline Combes, Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, pp. 24-25.
3.	En cas de transmission réalisée via un trust, qui est responsable du paiement des droits ?, par Pierre-Jean Douvier et Adea Meidani, Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, p. 26.
4.	Chine : un environnement fiscal en mutation, par Eric Verron et Guillaume Rembry, Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, p. 27.
5.	Mesures alternatives de performance : consultation sur le nouveau projet de guide de l'ESMA, par Isabelle Andernack, Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, p. 33.
6.	Remise en cause des avantages fiscaux obtenus au titre du pacte Dutreil ISF, par Anne-Sophie Kerfant et Margaux Azoulay, Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, pp. 34-35.
7.	Les amendes civiles prononcées au visa de l'article L. 442-6, III, du Code de commerce sont transmissibles en cas de fusion-absorption, par Antoine Chatain et Jean-Yves Demay, Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, p. 36.
8.	Liberté dans la SAS : contrôle, concurrence et contrôle fiscal, par Denis Redon, Virginie Coursière-Pluntz, Laurent Hepp et Jean-Charles Benois, La Lettre des fusions-acquisitions et du private equity, Supplément d'Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, pp. 6-7.
9.	L'action de préférence dans la SAS : opportunité ou futilité ?, par Arnaud Hugot et Virginie Corbet-Picard, La Lettre des fusions-acquisitions et du private equity, Supplément d'Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, p. 8.
10.	SAS et optimisation fiscale aux Etats-Unis, par Michel Collet, La Lettre des fusions-acquisitions et du private equity, Supplément d'Option finance n° 1262 du 24 mars 2014, pp. 9.
11.	Bénéfice provenant de sociétés établies dans un Etat à fiscalité privilégiée : de la bonne utilisation de la clause de sauvegarde, par Antoine Colonna d'Istria, Option Droit & Affaires n° 202 du 12 février 2014, p. 11.
12.	Plus-values sur titres : quels prélèvements pour les épargnants ?, par Florent Ruault, Option Droit & Affaires

	n° 203 du 19 février 2014, pp. 10-11.
13.	Egalité devant l'impôt, accessibilité et intelligibilité de la loi, proportionnalité des peines, sécurité juridique : le Conseil constitutionnel veille au grain !, par Olivier Vergniolle, Option Droit & Affaires n° 204 du 26 février 2014, pp. 10-11.
14.	Remise en cause des avantages fiscaux obtenus au titre du pacte Dutreil ISF : l'administration adopte des solutions sévères et surprenantes contraires à l'esprit du dispositif, par Anne-Sophie Kerfant, Option Droit & Affaires n° 206 du 12 mars 2014, pp. 8-9.
15.	TVA : Dépenses supportées pour réaliser des opérations en capital (CE, 26/12/13, n° 350797, France Télécom, dans l'actualité fiscale du 20 mars), FR n° 16 du 21 mars 2014, § 1.
16.	Délai de transmission selon la procédure TDFC des déclarations de résultats et de CVAE, FR n° 16 du 21 mars 2014, § 3.
17.	L'obligation de télédéclaration s'applique aux sociétés civiles de moyens, FR n° 16 du 21 mars 2014, § 3.
18.	Déclaration d'ensemble des revenus de 2013 : le calendrier de la campagne 2014 est fixé, FR n° 16 du 21 mars 2014, § 3.
19.	Guide: Régime simplifié de TVA - Déclaration annuelle CA 12 / CA 12 E, FR n° 16 du 21 mars 2014, § 13.
20.	Groupes de sociétés : après les soeurs jumelles, les soeurs intégrées ?, par Laurent Leclercq, Anne-Marie Merle et James du Pasquier, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 183.
21.	Non-conformité au droit de l'UE de l'IFER en matière ferroviaire, par Stéphane Austry et Claire Vannini, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 184.
22.	Extension du traitement de données personnelles « ADONIS », RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 185.
23.	Aménagement du traitement automatisé « transparence des structures écrans », RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 186.
24.	Régime fiscal des indemnités de rupture du contrat de travail ou du mandat social, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 187.
25.	Champ du taux réduit d'IS applicable aux plus-values de cession de locaux pour transformation en logements, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 189.
26.	Rapport sur la fiscalité comportementale, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 204.
27.	BEPS : consultation sur l'utilisation abusive des conventions fiscales, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 205.
28.	Successions : analyse raisonnée en faveur de l'intégration volontaire de l'assurance vie dans les opérations

	liquidatives, par Michel Leroy et François Fruleux, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 215.
29.	Les relations fiscales franco-monégasques : le droit du plus fort, par Christian Louit, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 216.
30.	Liasse fiscale millésimée 2014 : focus sur les nouveautés, RF FH 3537 du 20 mars 2014, § 1.
31.	Incidence de la création de secteurs distincts d'activité sur la taxe sur les salaires, RF FH 3537 du 20 mars 2014, § 2.
32.	Aides "de minimis" : le point sur les nouveaux règlements, par Laurence Ladoux, Les Nouvelles fiscales n° 1131 du 1 <sup>er</sup> avril 2014, pp. 4-7.
33.	Régime spécial des fusions : taxe sur les excédents de provisions pour sinistre des entreprises d'assurance, Les Nouvelles fiscales n° 1131 du 1 <sup>er</sup> avril 2014, pp. 9-10.
34.	Revenus à disposition : dividendes attachés à des actions ou parts sociales, Les Nouvelles fiscales n° 1131 du 1 <sup>er</sup> avril 2014, pp. 14-15.
35.	Revenus de capitaux mobiliers : modalités d'application du prélèvement forfaitaire non libératoire, Les Nouvelles fiscales n° 1131 du 1 <sup>er</sup> avril 2014, pp. 15-21.
36.	Bilan chiffré de la procédure de régularisation spontanée des avoirs à l'étranger non déclarés, Les Nouvelles fiscales n° 1131 du 1 <sup>er</sup> avril 2014, pp. 28-29.
37.	Fiscalité ultra-marine : Saint Barthélemy, une exception française, par Wanda Hannecart-Weyth et Léa Faulcon, Les Nouvelles fiscales n° 1131 du 1 <sup>er</sup> avril 2014, pp. 30-37.
38.	Adoption de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur), BRDA n° 5 du 15 mars 2014, § 16.
39.	Gouvernance des établissements financiers, BRDA n° 5 du 15 mars 2014, § 26.
40.	Autorisation d'émission réservée aux salariés selon le régime du plan épargne d'entreprise (PEE) dans une société non cotée – délégation relative au prix démission, Bulletin de l'ANSA n° 1 de mars 2014, n° 13-053.
41.	Stock-options et AGA : modalités de l'ajustement en cas de distribution de titres résultant d'un apport partiel d'actif, Bulletin de l'ANSA n° 1 de mars 2014, n° 13-060.
42.	Modification du projet de fusion : conséquences, Bulletin de l'ANSA n° 1 de mars 2014, n° 14-006.
43.	Loi visant à reconquérir l'économie réelle : dispositions relatives au droit de vote double, aux OPA et aux AGA, Bulletin de l'ANSA n° 1 de mars 2014, n° 14-007.
44.	Le CICE : vivre ou laisser mourir ?, Stratégies financières & fiscales, pp. 40-41.
45.	Attractivité de la France : de la taxe à "75%" au virage tant attendu, Stratégies financières & fiscales, pp. 42-

	44.
46.	Pierre MOSCOVICI précise le dispositif d'éligibilité au PEA-PME des ETI cotées liées à une société mère sans information sur le statut de cette société, Communiqué de presse du Minefi du 25 mars 2014. <u>Document à télécharger</u>
47.	Le gouvernement fait miroiter une baisse des impôts des ménages dès 2015, Les Echos du 27 mars 2014.
48.	Assises de la Fiscalité : les PME se focalisent sur la baisse de l'impôt sur les sociétés, Les Echos du 26 mars 2014.
49.	PEA-PME, Bercy en appelle aux émetteurs pour débloquer la situation, Les Echos du 26 mars 2014.
50.	Le calcul du bouclier fiscal contraire au droit européen, Les Echos du 21 mars 2014.
51.	Le gouvernement pourrait baisser les impôts des entreprises de 8 milliards, Les Echos du 21 mars 2014.
52.	A Cuba, des avantages fiscaux pour attirer les investisseurs étrangers, La Tribune du 27 mars 2014.
53.	Les pistes pour réformer la fiscalité des entreprises, Le Monde du 26 mars 2014.
54.	Transparence : le Luxembourg et l'Autriche renoncent au secret bancaire, Le Monde du 21 mars 2014.
55.	Les paradis fiscaux sont-ils en voie de disparition ?, Le Figaro du 25 mars 2014.

## Jurisprudence

56.	Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 12 mars 2014, n° 365875, Sté Diana ingrédients : CIR : éligibilité des versements liés à un accord d'intéressement et à la participation des salariés, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 191. Document à télécharger
57.	Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 12 mars 2014, n° 350443, M. et Mme B : Plus-value de cession d'immobilisation : les parts fixe et variable, même payée ultérieurement, du prix doivent être déclarées l'année du transfert de propriété, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 192. Document à télécharger
58.	Arrêt de la CJUE, 5e ch., 13 mars 2014, aff. C-464/12, ATP PensionService A/S : Caisses de retraite privées et exonération des fonds communs de placement, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 194 (arrêt dans l'actualité fiscale du 20 mars).
59.	Arrêt de la CJUE, 6e ch., 13 mars 2014, aff. C-204/13, Finanzamt Saarlouis c/ Heinz Malburg : Déduction de la TVA sur l'acquisition d'une clientèle d'une société par un associé qui la met à disposition d'une autre société (non), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 197 (arrêt dans l'actualité fiscale du 20 mars).
60.	Arrêt de la CJUE, 5e ch., 13 mars 2014, aff. C-375/12, Margaretha Bouanich : Le bouclier fiscal n'est pas

conforme au droit de l'UE, RDF nº 12 du 20 mars 2014, § 199 (arrêt dans l'actualité fiscale du 20 mars).  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 12 mars 2014, nº 362528, Sté Céline : Affaire Sté Céline : confirmation de l'arrêt de la CAA de Versailles, RDF nº 12 du 20 mars 2014, § 200 et FR nº 16 du 21 mars 2014, § 3. Document à télécharger  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 12 mars 2014, nº 352212, SAS DGFP Zeta : Gains de change résultant de l'alidination d'un blein immobilier : qualification à défaut de précision dans la convention fiscale, RDF nº 12 du 20 mars 2014, § 201. Document à télécharger  Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 12 mars 2014, nº 360299, Sté Binsarco International Establishment : Visite d'uniciliaire par laquelle l'Administration recueille exclusivement des informations concernant un tiers : irrégulanté de la procédure d'imposition de ce tiers, RDF nº 12 du 20 mars 2014, § 202. Document à télécharger  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 24 janv. 2014, nº 352949, M. Jarneux, concl. C. Legras : Les sommes perçues à la suite d'une démission ne sont exonérées que si la démission revêt en réalité le caractère d'un licenciement, RDF nº 12 du 20 mars 2014, § 217.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, nº 354228, SC Groupe Valois, concl. V. Daumas : Déductibilité d'une provision pour risque contentieux en cas de recours à l'arbitrage conventionnel, RDF nº 12 du 20 mars 2014, § 220.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, nº 12VE00534, 5té EMR Holdings anciennement Emerson Europpe SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : cession de créance pour un prix symbolique avec un que pris (gestion inormale : oul), RDF nº 12 du 20 mars 2014, § 221.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, nº 12VE00534, Sté Accor SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : perte constatée à la suite d'une tromperie dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits : gestion normale (oul), RDF nº 12 du 20 mars 2014, § 222.  Arrêt du la CA de Versailles, 3e ch., 20 nov		
arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 12 mars 2014, n° 352212, SAS DGFP Zeta: Gains de change résultant de l'alienation d'un bien immobilier: qualification à défaut de précision dans la convention fiscale, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 201. Document à télécharger  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 12 mars 2014, n° 352212, SAS DGFP Zeta: Gains de change résultant de l'alienation d'un bien immobilier: qualification à défaut de précision dans la convention fiscale, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 201. Document à télécharger  Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 12 mars 2014, n° 360299, Sté Binsarco International Establishment: Visite domiciliaire par laquelle l'Administration recueille exclusivement des informations concernant un tiers: inrégularité de la procédure d'imposition de ce tiers, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 202. Document à télécharger  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 24 janv. 2014, n° 352949, M. Jarnoux, concl. C. Legras: Les sommes perçues à la suite d'une démission ne sont exonérées que si la démission revêt en réalité le caractère d'un licenciement, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 217.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354228, SC Groupe Valois, concl. V. Daumas: Déductibilité d'une provision pour risque contentieux en cas de recours à l'arbitrage conventionnel, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 220.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00534, Sté EMR Holdings anciennement Emerson Europe SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : perte constatée dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits supérieurs au risque pris (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 221.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 20 nov. 2013, n° 11VE01673, Sté Alwi : Acte anormal de gestion normale (oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 222.  Arrêt du CE, 10e et 9e ss-sect., 20 déc. 2013, n° 349787, M. Hyest, concl. D. Hedary, note J. Chateauneuf : Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 224.  Arrêt du CE, 8e et		conforme au droit de l'UE, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 199 (arrêt dans l'actualité fiscale du 20 mars).
l'aliénation d'un bien immobilier : qualification à défaut de précision dans la convention fiscale, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 201. Document à télécharger  Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 12 mars 2014, n° 360299, Sté Binsarco International Establishment : Visite domiciliaire par laquelle l'Administration recueille exclusivement des informations concernant un tiers : irrégularité de la procédure d'imposition de ce tiers, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 202. Document à télécharger  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 24 janv. 2014, n° 352949, M. Jarnoux, concl. C. Legras : Les sommes perçues à la suite d'une démission ne sont exonérées que si la démission revêt en réalité le caractère d'un licenciement, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 217.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354228, SC Groupe Valois, concl. V. Daumas : Déductibilité d'une provision pour risque contentieux en cas de recours à l'arbitrage conventionnel, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 220.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00534, Sté EMR Holdings anciennement Emerson Europe SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : cession de créance pour un prix symbolique avec une contrepartie tant économique qu'en termes de réputation (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 221.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00362, Sté Accor SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : perte constatée dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits supérieurs au risque pris (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 222.  Arrêt du CE, 10e et 9e ss-sect., 20 nov. 2013, n° 11VE01673, Sté Alwi : Acte anormal de gestion : perte constatée à la suite d'une tromperie dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits : gestion normale (oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 223.  Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 224.  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 13 déc. 2013, n° 388540, Sté Deutsche Ba	61.	l'arrêt de la CAA de Versailles, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 200 et FR n° 16 du 21 mars 2014, § 3.
domiciliaire par laquelle l'Administration recueille exclusivement des informations concernant un tiers : irrégularité de la procédure d'imposition de ce tiers, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 202. Document à télécharger  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 24 janv. 2014, n° 352949, M. Jarnoux, concl. C. Legras : Les sommes perçues à la suite d'une démission ne sont exonérées que si la démission revêt en réalité le caractère d'un licenciement, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 217.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354228, SC Groupe Valois, concl. V. Daumas : Déductibilité d'une provision pour risque contentieux en cas de recours à l'arbitrage conventionnel, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 220.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00534, Sté EMR Holdings anciennement Emerson Europe SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : cession de créance pour un prix symbolique avec une contrepartie tant économique qu'en termes de réputation (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 221.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00362, Sté Accor SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : perte constatée dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits supérieurs au risque pris (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 222.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 20 nov. 2013, n° 11VE01673, Sté Alwi : Acte anormal de gestion : perte constatée à la suite d'une tromperie dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits : gestion normale (oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 223.  Arrêt du CE, 10e et 9e ss-sect., 20 déc. 2013, n° 349787, M. Hyest, concl. D. Hedary, note J. Chateauneuf : Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 224.  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 13 déc. 2013, n° 338787, M. Hyest, concl. D. Hedary, note J. Chateauneuf : Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 225.  Arrêt du CE, 8e e	62.	l'aliénation d'un bien immobilier : qualification à défaut de précision dans la convention fiscale, RDF n° 12 du
<ul> <li>à la suite d'une démission ne sont exonérées que si la démission revêt en réalité le caractère d'un licenciement, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 217.</li> <li>Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354228, SC Groupe Valois, concl. V. Daumas : Déductibilité d'une provision pour risque contentieux en cas de recours à l'arbitrage conventionnel, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 220.</li> <li>Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00534, Sté EMR Holdings anciennement Emerson Europe SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : cession de créance pour un prix symbolique avec une contrepartie tant économique qu'en termes de réputation (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 221.</li> <li>Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00362, Sté Accor SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : perte constatée dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits supérieurs au risque pris (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 222.</li> <li>Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 20 nov. 2013, n° 11VE01673, Sté Alwi : Acte anormal de gestion : perte constatée à la suite d'une tromperie dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits : gestion normale (oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 223.</li> <li>Arrêt du CE, 10e et 9e ss-sect., 20 déc. 2013, n° 349787, M. Hyest, concl. D. Hedary, note J. Chateauneuf : Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 224.</li> <li>Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 13 déc. 2013, n° 338133, EURL Pub Finance, concl. C. Legras, note Ph. Durand : La détermination des pénalités dans l'intégration fiscale : un mystère en sursis ?, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 225.</li> <li>Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 26 déc. 2013, n° 368540, Sté Deutsche Bahn AG, note S. Rougé-Guichard : L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (composante ferroviaire) n'est pas conforme au droit de l'Union européenne, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 2</li></ul>	63.	domiciliaire par laquelle l'Administration recueille exclusivement des informations concernant un tiers : irrégularité de la procédure d'imposition de ce tiers, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 202. <u>Document à la comment de la procédure d'imposition de ce tiers, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 202. Document à la comment de la procédure d'imposition de ce tiers, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 202. Document à la comment de la procédure d'imposition de ce tiers, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 202.</u>
d'une provision pour risque contentieux en cas de recours à l'arbitrage conventionnel, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 220.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00534, Sté EMR Holdings anciennement Emerson Europe SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : cession de créance pour un prix symbolique avec une contrepartie tant économique qu'en termes de réputation (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 221.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00362, Sté Accor SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : perte constatée dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits supérieurs au risque pris (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 222.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 20 nov. 2013, n° 11VE01673, Sté Alwi : Acte anormal de gestion : perte constatée à la suite d'une tromperie dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits : gestion normale (oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 223.  Arrêt du CE, 10e et 9e ss-sect., 20 déc. 2013, n° 349787, M. Hyest, concl. D. Hedary, note J. Chateauneuf : Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 224.  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 13 déc. 2013, n° 338133, EURL Pub Finance, concl. C. Legras, note Ph. Durand : La détermination des pénalités dans l'intégration fiscale : un mystère en sursis ?, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 225.  Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 26 déc. 2013, n° 368540, Sté Deutsche Bahn AG, note S. Rougé-Guichard : L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (composante ferroviaire) n'est pas conforme au droit de l'Union européenne, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 228.	64.	à la suite d'une démission ne sont exonérées que si la démission revêt en réalité le caractère d'un
Europe SA, concl. F. Locatelli: Acte anormal de gestion: cession de créance pour un prix symbolique avec une contrepartie tant économique qu'en termes de réputation (gestion normale: oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 221.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 9 juill. 2013, n° 12VE00362, Sté Accor SA, concl. F. Locatelli: Acte anormal de gestion: perte constatée dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits supérieurs au risque pris (gestion normale: oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 222.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 20 nov. 2013, n° 11VE01673, Sté Alwi: Acte anormal de gestion: perte constatée à la suite d'une tromperie dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits: gestion normale (oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 223.  Arrêt du CE, 10e et 9e ss-sect., 20 déc. 2013, n° 349787, M. Hyest, concl. D. Hedary, note J. Chateauneuf: Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 224.  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 13 déc. 2013, n° 338133, EURL Pub Finance, concl. C. Legras, note Ph. Durand: La détermination des pénalités dans l'intégration fiscale: un mystère en sursis?, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 225.  Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 26 déc. 2013, n° 368540, Sté Deutsche Bahn AG, note S. Rougé-Guichard: L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (composante ferroviaire) n'est pas conforme au droit de l'Union européenne, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 228.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354671, min. c/ M. Langer, concl. V. Daumas, note A. Maitrot	65.	d'une provision pour risque contentieux en cas de recours à l'arbitrage conventionnel, RDF n° 12 du 20 mars
de gestion : perte constatée dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits supérieurs au risque pris (gestion normale : oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 222.  Arrêt de la CAA Versailles, 3e ch., 20 nov. 2013, n° 11VE01673, Sté Alwi : Acte anormal de gestion : perte constatée à la suite d'une tromperie dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits : gestion normale (oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 223.  Arrêt du CE, 10e et 9e ss-sect., 20 déc. 2013, n° 349787, M. Hyest, concl. D. Hedary, note J. Chateauneuf : Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 224.  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 13 déc. 2013, n° 338133, EURL Pub Finance, concl. C. Legras, note Ph. Durand : La détermination des pénalités dans l'intégration fiscale : un mystère en sursis ?, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 225.  Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 26 déc. 2013, n° 368540, Sté Deutsche Bahn AG, note S. Rougé-Guichard : L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (composante ferroviaire) n'est pas conforme au droit de l'Union européenne, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 228.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354671, min. c/ M. Langer, concl. V. Daumas, note A. Maitrot	66.	Europe SA, concl. F. Locatelli : Acte anormal de gestion : cession de créance pour un prix symbolique avec une contrepartie tant économique qu'en termes de réputation (gestion normale : oui), RDF nº 12 du 20 mars
constatée à la suite d'une tromperie dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits : gestion normale (oui), RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 223.  Arrêt du CE, 10e et 9e ss-sect., 20 déc. 2013, n° 349787, M. Hyest, concl. D. Hedary, note J. Chateauneuf : Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 224.  Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 13 déc. 2013, n° 338133, EURL Pub Finance, concl. C. Legras, note Ph. Durand : La détermination des pénalités dans l'intégration fiscale : un mystère en sursis ?, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 225.  Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 26 déc. 2013, n° 368540, Sté Deutsche Bahn AG, note S. Rougé-Guichard : L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (composante ferroviaire) n'est pas conforme au droit de l'Union européenne, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 228.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354671, min. c/ M. Langer, concl. V. Daumas, note A. Maitrot	67.	de gestion : perte constatée dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits supérieurs au
69. Précisions du Conseil d'État sur le régime fiscal des transformations, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 224.  70. Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 13 déc. 2013, n° 338133, EURL Pub Finance, concl. C. Legras, note Ph. Durand : La détermination des pénalités dans l'intégration fiscale : un mystère en sursis ?, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 225.  Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 26 déc. 2013, n° 368540, Sté Deutsche Bahn AG, note S. Rougé-Guichard : L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (composante ferroviaire) n'est pas conforme au droit de l'Union européenne, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 228.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354671, min. c/ M. Langer, concl. V. Daumas, note A. Maitrot	68.	constatée à la suite d'une tromperie dans le cadre d'une opération permettant d'escompter des profits :
Durand: La détermination des pénalités dans l'intégration fiscale: un mystère en sursis?, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 225.  Arrêt du CE, 8e et 3e ss-sect., 26 déc. 2013, n° 368540, Sté Deutsche Bahn AG, note S. Rougé-Guichard: L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (composante ferroviaire) n'est pas conforme au droit de l'Union européenne, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 228.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354671, min. c/ M. Langer, concl. V. Daumas, note A. Maitrot	69.	
L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (composante ferroviaire) n'est pas conforme au droit de l'Union européenne, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 228.  Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 4 déc. 2013, n° 354671, min. c/ M. Langer, concl. V. Daumas, note A. Maitrot	70.	Durand : La détermination des pénalités dans l'intégration fiscale : un mystère en sursis ?, RDF n° 12 du 20
<i> </i>	71.	L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (composante ferroviaire) n'est pas conforme au droit de
	72.	

5		
		prévues par les autres dispositions du CGI, mais se combine avec elles, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 229.
	73.	Arrêt du CE, 3e et 8e ss-sect., 1er oct. 2013, n° 351982, Sté BNP Paribas, concl. V. Daumas, note R. Torlet et A. Tailfer: Des revenus imposables et des charges non déductibles: le champ d'application impitoyable des conventions internationales, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 230.
	74.	Arrêt du CE, 9e et 10e ss-sect., 5 févr. 2014, n° 373189, Sté Plastigray, concl. F. Aladjidi : Taxe additionnelle à la CVAE : conformité à la Constitution de la détermination des redevables, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 231.

## Législation française

75.	Arrêté du 7 mars 2014 relatif au traitement automatisé de gestion du paiement de l'impôt par voie dématérialisée, JORF du 27 mars 2014. <u>Document à télécharger</u>
76.	Avis du 24 mars 2014 relatif à l'application des articles L. 313-3 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier concernant l'usure, JORF du 27 mars 2014. <u>Document à télécharger</u>
77.	Rép. min. éco n° 1182 à M. Thierry Lazaro : CIR : exclusion des frais de défense des marques, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 188 et JOAN Q 11 févr. 2014, p. 1317. Document à télécharger
78.	Rép. min. éco n° 10626 à Mme Marie-Jo Zimmermann : Modalités du remboursement d'impôts locaux consécutif à l'annulation des délibérations fixant les taux, RDF n° 12 du 20 mars 2014, § 190 et JOAN Q 11 mars 2014, p. 2357. Document à télécharger

## Fiscalité internationale et communautaire

79.	Treaty between France and China (People's Rep.) – details, Tax news service du 25 mars 2014.
80.	Aides d'État: la Commission enjoint au Luxembourg de fournir des informations sur ses pratiques fiscales, Communiqué de presse de la Commission européenne IP/14/309 du 24 mars 2014, Site Europa. Document à télécharger
81.	Cementing Tax Transparency: Breakthrough Agreement on EU Savings Directive, SPEECH/14/243 du 24 mars 2014, Site Europa. Discours à télécharger Conclusions du Conseil européen à télécharger Communiqué du Conseil à télécharger Présentation des services de la Commission à télécharger

## **Actualités BOFIP**

82.	26/03/2014 : IR - Abaissement du plafond du quotient familial (article 3 de la loi n° 2013-1278 de finances pour 2014) et précision sur la date d'appréciation de la condition de vivre seul pour la demi-part supplémentaire l'année d'un changement de situation. Document à télécharger
83.	25/03/2014 : BIC - Charges d'exploitation - Frais de personnel - Prêt de main d'œuvre. <u>Document à</u>

Ì	télécharger
84.	25/03/2014 : TPS - Taxe sur les salaires - Modification du barème de la taxe et du montant de l'abattement prévu à l'article 1679 A du CGI suite à la réévaluation du barème de l'IR par l'article 2 de la loi de finances pour 2014 - Rectificatif. Document à télécharger
85.	25/03/2014 : BIC - IS - ANNX - Mise à jour suite à l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs. Document à télécharger
86.	24/03/2014 : Mise à niveau des documents au plan formel. Document à télécharger
87.	21/03/2014 : IF - Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement perçue en région Ile-de-France - Prise en compte des tarifs 2014 fixés par l'arrêté du 23 décembre 2013 et des dispositions de l'article 50 de la loi n° 2013-1279 de finances rectificative pour 2013. Document à télécharger